

Pourquoi il n'y a pas de mafia à Marseille¹

Dossier

• Cesare Mattina

*Maître de conférences en sociologie **

Contrairement au cliché entretenu par de nombreux acteurs de la vie publique (journalistes, hommes politiques, acteurs judiciaires, etc.), on ne peut pas affirmer l'existence d'une mafia à Marseille. Cette contribution montre que depuis le début du XX^e siècle, à aucun moment de l'histoire politique et économique de cette ville, les caractéristiques essentielles d'une mafia n'ont été conjointement réunies, à savoir : l'existence d'entreprises criminelles de type capitaliste opérant à la fois à l'échelle locale et internationale (observable dans les années de la French Connection (1950-70)) ; l'exercice d'une autorité de type politico-institutionnelle, partiellement légitimée par les pouvoirs publics (observable dans les années 1930 et, en moindre mesure, dans les années 1950-1970) ; l'enracinement social dans des territoires où des secteurs consistants de la société locale acquiescent à l'autorité des groupes mafieux (jamais réellement vérifiée).

Constamment présent sur les plateaux de télévision dès qu'un homicide ou une affaire politico-judiciaire défraye la chronique marseillaise, le journaliste José D'Arrigo signe, en 2012, un livre intitulé *Marseille mafias* (D'Arrigo, 2012), dont le ton est fortement dénonciateur et stigmatisant. Lors de l'éclatement de l'affaire Guérini en 2009, le terme de mafia est souvent évoqué par la presse locale et nationale². Au moment de quitter son poste de procureur à Marseille en 2013, Jacques Dallest déclare, dans une interview à la presse locale, que s'il n'y a pas de mafia à Marseille, il y a en revanche des comportements mafieux³. Les termes de « mafia » et de « mafieux » sont donc très souvent employés pour parler de

Marseille et de ses mœurs politiques. Omniprésent dans les conversations ordinaires et le sens commun, le terme de « mafia » est aussi assez souvent utilisé par des acteurs médiatiques, judiciaires, voire savants, à des fins de dénonciation de scandales, de phénomènes considérés comme déviants, ou de combat contre des adversaires politiques.

L'amalgame et les clichés sont souvent des véhicules pernicious d'idées fausses ; il est donc nécessaire, dans ce numéro consacré à la criminalité à Marseille, de montrer qu'on ne peut, à aucun moment, ni pour les années 1920-1930, ni dans la période de la *French Connection* des années 1950-1960, et encore moins pour la période plus récente, accréditer

* Laboratoire Méditerranéen de Sociologie (LAMES)- UMR 7305. Aix-Marseille Université.
cesare.mattina@univ-amu.fr

l'existence d'une mafia à Marseille et dans son agglomération. S'il y a, depuis la fin du XIX^e siècle, des groupes ou des bandes criminelles organisées autour d'activités de vol dans les espaces portuaires (Montel, 2007), de prostitution, puis de commerce de stupéfiants, on ne saurait pour autant parler de mafia, phénomène social plus ample et plus complexe, dans lequel l'existence de groupes criminels organisés ne constitue qu'un des aspects.

Nous avons pu montrer par ailleurs (Mattina, 2011) que pour qu'il y ait mafia, il faut que soient réunis les trois éléments suivants : l'existence d'entreprises criminelles de type capitaliste à la fois localisées et mondialisées ; l'exercice mafieux d'une autorité de type politico-institutionnelle, au moins partiellement légitimée par les pouvoirs publics ; l'enracinement social dans des territoires où des secteurs consistants de la société locale, acquiesçant à l'autorité des groupes mafieux. En nous fondant sur la littérature des sciences sociales, de l'information journalistique et des récents travaux sur les trafics de drogues à Marseille, nous avançons l'idée – certes à confirmer par d'autres analyses plus approfondies, – qu'à aucune époque ces trois éléments constitutifs de l'existence d'une mafia ne se sont trouvés réunis dans la cité phocéenne. Dans les années 1920-1940, seule la deuxième condition (l'exercice d'une autorité politico-institutionnelle) semble en partie présente, tout particulièrement dans la période du pouvoir du leader et adjoint au maire Ribot Simon Sabiani. Dans les années 1950-1960, on retrouve la première condition (celle de l'existence d'une entreprise criminelle locale et mondialisée au moment de la *French Connection*) et, dans une moindre mesure, la deuxième. Depuis les années 1970, avec le déclin de la *French Connection*, on ne retrouve pratiquement aucun de ces trois éléments. La configuration actuelle se caractérise plutôt par l'existence de micro-entreprises criminelles à l'échelle euro-méditerranéenne, ayant un rôle politique pratiquement inexistant et ne suscitant aucune approbation sociale de la part des populations locales.

Le rôle politique des groupes criminels : l'entre-deux-guerres à Marseille

Dans les années 1920-1930, bien qu'encore dans l'incapacité de créer et développer de grandes entreprises économiques criminelles, les groupes criminels marseillais arrivent à exercer un véritable rôle politico-institutionnel. Cela se produit surtout entre la fin des années 1920 et 1936, au moment du dernier mandat municipal de Siméon Flaissières, puis du docteur Ribot, associé à un personnage très célèbre et abondamment étudié de l'histoire politique marseillaise : Simon Sabiani (Jankowskij, 1989 ; Nicolaï, 1991). Ce personnage appartient à l'histoire et à la mythologie de l'entre-deux-guerres à Marseille. Adhérant au PCF dans un premier temps, il quitte ce parti pour créer un parti communiste indépendant qui devient une véritable structure personnelle à son service. Il glisse ensuite, progressivement, vers l'extrême droite et le Parti Populaire Français de Doriot, puis dans la collaboration avec les nazis. Les historiens ont bien mis en évidence les liens entre le corse Simon Sabiani, premier adjoint au maire de 1931 à 1936, et les gangsters Paul Venture-Carbone et François-Lydro Spirito. Ces deux gangsters deviennent des agents électoraux de Simon Sabiani, concourant à multiplier les violences pendant les meetings politiques.

La légitimation politico-institutionnelle des groupes criminels atteint son sommet en 1934, lorsqu'après l'arrestation de Carbone et Spirito par la police française, l'adjoint au maire Sabiani fait mettre sur plusieurs murs de la ville une affiche soutenant Carbone et clamant ouvertement son innocence (Duchêne et Contrucci, 1998, p. 621) : « *Nous ne reconnaissons à personne le droit de condamner sans preuve et par anticipation (...). Carbone est mon ami et restera mon ami* ». La période d'exercice du pouvoir de Sabiani est également celle de l'expansion des effectifs du personnel municipal, grâce à l'embauche de plusieurs centaines d'agents, le plus souvent selon des logiques de recrutement clientélaire et d'amitié

personnelle, au sein des milieux corse et italien à proximité du Vieux-Port et de la mairie (Donzel, 1983 ; Attard-Maraninchi, 1997). Parmi les employés, on retrouve ainsi beaucoup d'agents électoraux appartenant aux milices de Carbone et Spirito.

Laurence Montel (2010) explique bien que les premiers liens et échanges entre individus et groupes criminels d'un côté, notables et hommes politiques de l'autre, plutôt rares avant les années 1920, se développent autour des activités de prostitution et des maisons closes, alors que s'accroît la répression policière des activités de contrebande, plutôt tolérées auparavant. Tenancières de maisons closes et entrepreneurs criminels cherchent en effet le contact avec les élus, afin qu'ils puissent intervenir en leur faveur pour éviter la fermeture d'un bordel, alléger une contravention ou éviter de trop lourdes condamnations judiciaires. Un vrai système d'échange de faveurs et de services se met en place entre, d'une part, des élus à la recherche d'agents électoraux aux méthodes musclées dans une période de grande conflictualité et, d'autre part des entrepreneurs criminels en quête de reconnaissance sociale et de protection face à la justice. On assiste donc à une véritable légitimation politique des entrepreneurs criminels qui deviennent des acteurs de premier plan de la politique marseillaise. Cela, d'autant plus que l'opposition socialiste à Sabiani s'octroie également les services d'autres gangsters, contrebandiers et gérants de la prostitution, tels que les frères Antoine et Barthélémy (dit Mémé) Guérini soutenant les campagnes électorales de Pierre Ferri-Pisani et d'Henri Tasso (maire de 1936 à 1938).

S'ils revêtent un rôle politique important dans ces années 1920-1940, les entrepreneurs criminels marseillais n'ont pas, à cette époque, une grande puissance économique. Les sources d'érudits ou d'acteurs politiques locaux relatent globalement d'affaires de prostitution, de racket dans des bars et restaurants, de trafic d'armes (Marion, 1989, pp. 66-67) ou de traite des blanches (Colombani et Loo, 1992, p. 37). A cette époque, Carbone et Spirito commencent à peine à mettre en place les premiers réseaux de

trafic de drogues, sans que cela constitue encore une grande entreprise internationalisée comme après la Deuxième Guerre mondiale.

Des entreprises criminelles dans le commerce international des drogues : la *French Connection*

A en croire certaines sources journalistiques et les rares spécialistes de sciences sociales ayant travaillé sur le sujet, la phase, qui s'ouvre pour les groupes criminels marseillais après 1945, est celle de la constitution d'un système d'entreprises de trafic international de drogue conquérant des positions hégémoniques dans les années 1950 et 1960. C'est dans cette phase uniquement – car leur déclin commencerait dans les années 1970, – que les groupes criminels marseillais auraient acquis simultanément une assise économique locale et une capacité d'expansion capitaliste dans un circuit mondialisé. A cela s'ajoute une certaine capacité d'influence politique, mais qui ne présuppose pas une liaison organique entre les entreprises criminelles de la drogue et les mondes politiques.

Selon des périodisations un peu différentes selon les auteurs, les trente années de l'après-guerre sont marquées par l'essor de ce qui a été défini par les milieux judiciaires américains comme la *French Connection*. Il s'agit du pouvoir d'un certain nombre de chefs sur le très rentable trafic de drogues (héroïne principalement) entre l'Indochine (fournisseurs de matière première en opium ou en morphine base), le Liban, la Turquie, Marseille et les Bouches-du-Rhône, où sont transformées les matières premières au sein de laboratoires disposant de chimistes très compétents. Des intermédiaires transporteurs font le lien avec les marchés de destination, notamment ceux des Etats-Unis (aux mains des mafias italo-américaines) où la consommation de produits stupéfiants est en pleine expansion (Lewis, 1992 ; Monzini, 1999 ; McCoy, 1999 ; Colombié, 2012).

Sur la base des témoignages des trafiquants eux-mêmes, Thierry Colombié explique que dans « la phase de maturité » de ces entreprises, entre 1955 et 1972, le nombre de laboratoires installés dans la seule région de Marseille a été compris entre cent et deux cents, chaque unité de production d'héroïne comportant au minimum cinq personnes – dont deux chimistes professionnalisés (Colombié, 2012, p. 65). Cela voudrait dire qu'entre cinq cents et mille personnes auraient travaillé à la production de stupéfiants, ce secteur économique s'apparentant à un véritable district productif (Peraldi et Samson, 2005, p. 160). Selon l'historien américain Alfred McCoy, citant le bureau fédéral des narcotiques des Etats-Unis, les criminels corses de Marseille étaient devenus, en 1965, les premiers fournisseurs d'héroïne des États-Unis, avec des laboratoires clandestins produisant entre cinquante et cent-cinquante kg par mois (McCoy, 1999, p. 53). Toujours selon cet historien, plusieurs chefs et familles, d'origine corse et marseillaise, auraient géré en réseau – souvent de manière conflictuelle – ce commerce international extrêmement rentable : les frères Guérini favorisant le transit des matières premières à partir de leur influence sur le port, les frères Francisci s'occupant de l'importation de la morphine base du Moyen-Orient (bien que ces faits concernant la famille Francisci aient été démentis par la justice française), et Dominique Venturi organisant la contrebande, depuis les laboratoires français jusqu'au Canada, par l'intermédiaire de son frère (McCoy, 1999, p. 55)⁴.

Au cours de cette période, ces groupes organisés autour du trafic de la drogue forment des entreprises à la fois locales et internationalisées très puissantes et jouant aussi un certain rôle politique. Les Guérini, les Francisci et les Venturi sont tous d'origine corse, ils sont issus de la Résistance et ont rendu, pendant cette période trouble, de très grands services, soit aux gaullistes, soit aux socialistes. Pour cela, ils reçoivent d'ailleurs, au sortir de la guerre, d'importantes décorations militaires. Les frères Guérini, que nous avons vus proches des socialistes dans l'entre-deux-guerres, choisissent le camp des gaullistes après 1945

(Marion, 1989) en assurant le service d'ordre de leur meeting et en organisant, en partie, leurs campagnes électorales. Les Francisci sont même partie intégrante du gaullisme, car Marcel Francisci devient, à la fin des années 1940, un des hommes forts du RPF entre la Corse et Marseille. Élu conseiller général en Corse du sud, il part à Paris dans les années 1950 et, avec son frère Roland, lui aussi gaulliste et adhérent du RPR, il gère des maisons de jeu.

La famille Venturi et, en particulier, Dominique dit « Nick » sont, quant à eux, très proches des socialistes. Plusieurs sources journalistiques écrivent qu'en 1945, l'assaut du siège du quotidien *Le Petit Provençal*, aux mains de la collaboration, a été mené par Gaston Defferre avec l'aide notamment de Dominique Venturi⁵. Ce dernier, déjà impliqué dans des affaires de contrebande dans les années 1950 (Marion, 1989, pp. 112-113), participait au service d'ordre des campagnes électorales et, après une reconversion dans les travaux publics, sera l'un des grands bénéficiaires des marchés publics de la mairie de Marseille, jusqu'à la mise au jour de l'affaire des fausses factures à la mairie, en 1982 (Dérogy et Pontaut, 1984).

Les années 1945-1970 se caractérisent donc par un grand pouvoir économique des entreprises criminelles marseillaises à partir de trafics de drogue à l'échelle internationale. L'activité économique de ces groupes ajoute aux trafics de drogue les activités classiques des mondes criminels, tels que la contrebande de cigarettes, les maisons de jeux, la prostitution ou le racket (Monzini, 1999). En revanche, si on les compare aux organisations criminelles mafieuses italiennes à partir des années 1970-1980, la capacité de diversification économique des groupes criminels marseillais vers des secteurs légaux (BTP, tourisme, hôtellerie, gestion des déchets, etc.) paraît avoir été nettement moindre. Si cette époque est probablement celle où l'activité des groupes criminels marseillais se rapproche le plus de celle des groupes mafieux, la période suivante s'avère celle du déclin du rôle économique et politique des groupes criminels marseillais.

Des micro-entreprises criminelles à l'échelle régionale et méditerranéenne

Les auteurs en sciences sociales, ayant travaillé plus récemment sur les groupes criminels et les trafics de drogues à Marseille, font un constat assez unanime. Depuis les années 1970, on assiste à un déclin du rôle économique et politique des groupes criminels marseillais. Les mondes de la *French Connection* s'affaiblissent et se déstructurent du fait des transformations du marché mondial des drogues et, dans les dernières années du pouvoir de Gaston Defferre (1977-1986), on assiste au reflux du rôle politique des chefs criminels marseillais. Seules subsistent, depuis les années 1980-1990, dans l'aire métropolitaine marseillaise, des micro-entreprises criminelles prioritairement engagées dans les trafics de drogue à l'échelle de l'espace euro-méditerranéen.

Le début des années 1970 voit le déclin de la *French Connection* sous les coups de la répression de la justice américaine puis française, cette dernière prenant conscience de l'ampleur de ces trafics, alors que la toxicomanie s'affirme de plus en plus comme une question de santé publique (Peraldi et Samson, 2005, p. 159 ; Follourou et Nouzilles, 2004). La puissance économique des groupes criminels organisés marseillais prend aussi, et surtout, progressivement fin avec l'accroissement exponentiel de la concurrence internationale de pays fournisseurs (en Asie du sud-ouest, Mexique et Colombie en Amérique Latine). Plusieurs auteurs mettent en évidence que les districts productifs autour de la drogue, avec leur système de rachat de matières premières, de transformation dans les laboratoires chimiques et de revente à l'étranger, est affaibli par l'internationalisation des capitaux et des marchés de la drogue, cela conduisant à la délocalisation des savoir-faire (Peraldi et Samson, 2005, pp. 160-161 ; Monzini, 1999, pp. 90-91). Il en va de même pour des affaires connexes, comme celles autour de la prostitution, qui se déstructurent rapidement du fait de la concurrence

internationale et des transformations urbaines des quartiers portuaires marseillais (Peraldi et Samson, 2005, p. 161).

Depuis les années 1970-1980, par rapport aux périodes précédentes, le rôle politique des chefs et des entreprises criminelles marseillaises connaît aussi un grand déclin. Les liens avec les hommes politiques se font plus lâches et sporadiques (Monzini, 1999) et les chefs criminels perdent du prestige social, ainsi que leur protection politique et judiciaire. Antoine Guérini est assassiné en juin 1967, ses frères, Barthélémy, Pascal et François, sont arrêtés pour meurtre. L'ancien contrebandier – et, selon Alfred Mc Coy (1999), trafiquant d'héroïne – Nick Venturi, désormais notabilisé, voit son rôle remis en cause par le tournant gestionnaire opéré par Gaston Defferre en 1977-1978. Dans la perspective de l'arrivée de la gauche au pouvoir au plan national et de ses futures responsabilités au gouvernement (Morel, 1999), le maire de Marseille se sent obligé de mettre fin à certaines pratiques douteuses dans la gestion de la mairie, tout particulièrement dans l'attribution des marchés publics. Il décide d'exclure les entreprises de Venturi de l'adjudication des marchés et de rompre les liens qu'il entretenait avec ce dernier depuis la guerre et la prise *manu militari* du *Petit Provençal*. Cependant, malgré les tentatives de régler en interne les affaires de corruption et de malversation (Unger, 2011), celles-ci se révèlent au grand jour à l'été 1982, lorsque la magistrature découvre un système assez étendu de corruption et de fausses factures, impliquant une quarantaine de fonctionnaires municipaux et la Coopérative d'Entreprises Générale du Midi (CEGM) appartenant à Nick Venturi et gérée par son fils (Unger, 2011 ; Dérogy et Pontaut, 1984). C'est aussi vers la même époque que Defferre rompt avec une partie de ses compagnons de la Résistance – Charles-Emile Loo, Jean Masse et Antoine Andrieux, – qui l'avaient accompagné, depuis 1953, dans son accession au pouvoir municipal.

Les années 1970-1980 annoncent ainsi la désintégration des groupes criminels marseillais et leur transformation en micro-entreprises criminelles encore plus éparpillées et sans

véritable direction, ce qui explique très probablement la recrudescence des homicides et règlements de comptes du milieu des années 1980 (cf. l'article de Laurent Mucchielli dans le présent numéro). Les Guérini et les Venturi ne trouvent pas vraiment de successeurs dans leurs propres familles. Les nouveaux venus, comme l'italien de troisième génération Gaëtan Zampa (Bazal, 1990 ; Sarazin, 1977 ; D'Arrigo et Grobert, 2010), Jacky Imbert, Francis Vanverberghe dit « le Belge » (Charif, 2001) ou encore la famille Toci (Monzini, 1999, pp. 111-124) n'arrivent à contrôler que des portions réduites du marché de la drogue et sont désormais en position subalterne par rapport aux organisations mafieuses siciliennes (Monzini, 1999). Concentrés sur les activités de jeux clandestins, la gestion de la prostitution et des boîtes de nuit, les nouveaux entrepreneurs criminels ne semblent plus jouer aucun rôle politique. Désormais, aucune source, qu'elle soit journalistique ou scientifique, ne cite de relations suivies entre des chefs criminels et des hommes politiques.

Les recherches récentes mettent donc l'accent sur l'existence de micro-entreprises criminelles construites autour de marchés de la drogue et travaillant à l'échelle euro-méditerranéenne (Haddaoui, 2010 ; Coulon, Haddaoui, Mattina, Peraldi et Weinbeger, 2010). Au commerce de drogues à l'initiative de trafiquants plutôt marseillais – souvent d'origine corse, – rescapés de la période de la *French Connection*, s'ajouteraient, depuis les années 1990, des réseaux de trafics gérés par des filières implantées dans les cités HLM de Marseille et de sa métropole. Les routes et les circuits de la drogue seraient désormais radicalement différents de ceux des années de la *French Connection*, car Marseille devient plutôt un lieu d'importation, depuis le Rif marocain ou depuis l'Amérique Latine, de produits bruts ou finis (cannabis, cocaïne et, en moindre mesure, héroïne) destinés aux marchés régionaux du grand Sud ou des grandes régions urbaines françaises (Ile-de-France, Rhône-Alpes) et européennes (Pays-Bas, Belgique, etc.) (Haddaoui, 2010 ; Bibard, Borrelli, Mattina, Mucchielli et Sahraoui, 2013). Sauf dans le cas

exceptionnel du groupe des frères Barresi et Campanella, pour lesquels la justice française et les médias ont évoqué les liens avec certains leaders socialistes des Bouches-du-Rhône, notamment lors de l'« affaire Guérini », ces micro-entreprises, encore une fois, semblent encore ne jouer aucun rôle politique et encore moins avoir une véritable assise politico-institutionnelle, telle qu'on peut le constater dans certaines provinces de la Calabre, de la Sicile ou de la Campanie (Sciarrone, 1998 ; Lupo, 2009 ; Sales, 2006).

Si les organisations mafieuses sont des entreprises capitalistiques ayant la capacité à s'ériger au rang d'institution politique, on peut facilement constater le décalage entre un tel modèle et les mondes de l'économie criminelle marseillaise gravitant autour de la drogue, et cela, d'autant plus, depuis une trentaine d'années. A Marseille, et plus précisément dans la métropole marseillaise, depuis la fin de la *French Connection*, les micro-entreprises criminelles – agissant dans des secteurs comme celui des stupéfiants, du jeu clandestin ou de la prostitution, – présentent une surface globalement réduite au monde euro-méditerranéen. Les différentes enquêtes de la Police Judiciaire et de la magistrature locale ne semblent pas montrer, chez elles, une réelle diversification des activités criminelles vers des activités de production légales. Le degré d'organisation des bandes criminelles marseillaises sur le plan interne et externe paraît, somme toute, assez faible. Il en allait différemment dans les années 1950 et 1960, époque où des leaders criminels, comme Dominique Venturi, parvenaient à s'insérer durablement dans des marchés publics locaux du bâtiment et des travaux publics.

A Marseille, *in fine*, on ne peut donc pas parler d'une criminalité organisée du point de vue économique, puisque la coordination entre différents groupes et bandes criminelles est pratiquement inexistante.

Conclusion

En introduction à cette contribution, nous avons évoqué une des trois caractéristiques des mafias sur laquelle nous ne sommes plus revenus – non sans raison – tout au long de cet article : l'enracinement social des organisations criminelles dans des territoires, où des secteurs consistants de la société locale acquiescent à l'autorité des groupes mafieux, allant parfois jusqu'à la faveur et au soutien de leurs activités. Force est de constater que cet aspect est totalement absent à Marseille, que ce soit dans les années 1920-1930⁶, ou à l'apogée des groupes criminels marseillais dans les années 1950-1960, ou encore dans la phase la plus récente. Paola Monzini montre bien le rejet des populations marseillaises envers les bandes criminelles dans la période de l'immédiat après-guerre, lorsque en 1947, à l'occasion de manifestations pour la libération de trois grévistes, la foule s'attaque aux bars de nuit du quartier de l'Opéra appartenant aux frères Guérini (Monzini, 1999, p. 43). Le même auteur remarque en effet que, « (...) *la croissance du pouvoir économique du Milieu corse dans l'après-guerre ne s'accompagne pas d'une expansion de son prestige social* (Monzini, 1999, p. 43).

Des phénomènes, comme le développement d'un « *welfare mafieux* » que l'on connaît dans certaines zones de la Campanie, où les organisations de la camorra versent des allocations aux familles dont les membres sont emprisonnés (Mattina, 2011), ont toujours été quasiment inconnus dans la région marseillaise. La capacité de redistribution de revenus et d'emplois à certaines populations, que l'on peut retrouver dans les mafias italiennes, est sans comparaison avec celle des micro-entreprises criminelles marseillaises. Par ailleurs, ces dernières, comme le montre dans ce numéro l'article de Khadija Saraoui à l'échelle d'une cité HLM, ne suscitent pas vraiment l'approbation sociale et le soutien des populations où elles opèrent. Des phénomènes, comme ceux des « nourrices », généralement

des femmes autorisant les groupes criminels à stocker des produits stupéfiants dans leurs appartements au sein de cités HLM, ne sauraient créer une adhésion sociale diffuse et durable aux organisations et aux économies des groupes criminels.

En faisant dialoguer les caractéristiques des mafias avec celles des mondes des trafics de drogue marseillais, nous avons donc vu qu'aujourd'hui aucune des trois caractéristiques définissant une mafia ne sont réunies dans l'agglomération urbaine marseillaise : ni grandes entreprises capitalistico-criminelles à la fois locales et internationales, ni autorités politico-institutionnelles, ni entités socialement enracinées dans des territoires, dont les populations soutiendraient massivement leurs activités.

Notes

- 1 Cet article est dédié à la mémoire d'Amina Haddaoui, collègue chercheuse travaillant sur les trafics de stupéfiants et prématurément disparue.
- 2 Denis Trossero, « L'omnipuissance d'Alexandre Guérini révélée », *La Provence*, 1er décembre 2010, p. 2.
- 3 Propos recueillis par Luc Leroux, « Il n'y a pas de mafia, il y a des comportements mafieux », *La Provence*, 1er juillet 2013, p. 4.
- 4 Il faut néanmoins signaler, en suivant Eugène Saccomanno (1968), que ces sources américaines ne trouvent pas de confirmations dans les sources locales considérant les Guérini et les Venturi comme des clans gérant des activités de prostitution, de contrebande d'or, de diamants et de cigarettes.
- 5 Les journalistes Jacques Dérogy et Jean-Marie Pontaut (1984) racontent que Defferre a toujours nié cette version des faits, affirmant s'être emparé tout seul, arme à la main, du siège du quotidien. Pourtant, en 2008, suite à la mort de Nick Venturi, le quotidien *La Provence* (ayant pris le relais du *Provençal* à la fin des années 1990) évoque la relation entre Venturi et Gaston Defferre, comme un fait d'évidence : « *C'était l'une des rares personnes qui pouvaient aller voir*

Gaston Defferre et frapper à sa porte sans rendez-vous. (...) Au soir de la Seconde Guerre mondiale, il était devenu un héros en participant, le 22 août 1944, avec les milices socialistes à la prise du Provençal. En août 1946, il était décoré avec ses compagnons de la Croix de guerre ». [Cf. Denis Trossero, « Nick Venturi : la mort d'un des derniers parrains corses », *La Provence*, 8 avril 2008. Cf. <http://www.laprovence.com/article/region/nick-venturi-la-mort-dun-des-derniers-parrains-corses>, site consulté le 4 juillet 2011.]

6 Dans les années 1930, l'action de dénonciation de la pègre marseillaise par le PCF et François Billoux, au travers du slogan « Marseille Propre », avait en plus connu un certain succès. [Cf. André Donzel et Pierre Godard (2014)].

Références

- Attard-Maraninchi, M.F. (1997). *Le Panier, village corse à Marseille*. Paris : Autrement.
- Bazal, J. (1990). *Le clan des Marseillais*. Paris : Guy Authier.
- Bibard, D., Borrelli, C., Mattina, C., Mucchielli, L., Sahraoui K. (2013). *Trafics et trafiquants de drogues à Marseille*. Les Rapports de Recherche de l'Observatoire Régional de la Délinquance et des Contextes Sociaux, n°1, rapport commandité par le Forum Français pour la Sécurité Urbaine (FFSU).
- Charif, O. (2001). *Quai du Belge. Une biographie de Francis Vanverberghe, dit le Belge*. Marseille : L'Ecailler du Sud.
- Colombani, R. & Loo, C.E. (1992). *C'était Marseille. Les années Defferre*. Paris : Robert Laffont.
- Colombié, T. (2012). *La French Connection. Les entreprises criminelles en France*. Nantes : Observatoire géopolitique des criminalités/Éditions Non Lieu.
- Coulon, M., Haddaoui, A., Mattina, C., Peraldi, M. (dir.) et Weinberger, M. (2010). *Les mondes sociaux de la circulation des drogues dans l'agglomération marseillaise*, rapport pour la Mission interministérielle pour la lutte contre les drogues et la toxicomanie (MILDT) et l'INSERM.
- D'Arrigo, J. (2012). *Marseille mafias*. Paris : Editions du Toucan.
- D'Arrigo, J. & Grobert, R. (2010). *Zampa*. Paris : La manufacture de livres.
- Dérogé, J. & Pontaut, J.M. (1984). *Enquête sur les mystères de Marseille*. Paris : Robert Laffont.
- Donzel, A. (1983). *Marseille : politique urbaine et société locale*. Thèse pour le doctorat de 3ème cycle, sous la direction d'Yves Goussault, Aix-en-Provence, Université de Provence.
- Donzel, A. & Godard, P. (2014). *Éboueurs à Marseille. Luites syndicales et pratiques municipales*. Paris : Syllepse.
- Duchêne, R. & Contrucci, J. (1998). *Marseille*. Paris : Fayard.
- Follourou, J. & Nouzilles, V. (2004). *Les parrains corses*. Paris : Fayard.
- Haddaoui, A. (2010). Marché et division sociale du travail dans l'économie du cannabis. In A. Morice & S. Potot (dir.), *De l'ouvrier sans papiers au travailleur détaché. Les migrants dans la modernisation du salariat* (pp. 556-573). Paris : Karthala.
- Jankowskij, P. (1989). *Communism and Collaboration. Simon Sabiani and Politics in Marseille, 1919-1944*. New Haven-London : Yale University Press.
- Lewis, R. (1992). Flexible Hierarchies and Dynamic Disorder - the Trading and Distribution of illicit Heroin in Britain and in Europe, 1970-1990. In J. Strang and M. Gossop (eds.), *Drugs Problems* (pp. 42-54). Oxford : Oxford University Press.
- Lupo, S. (2009). *Histoire de la mafia : des origines à nos jours*. Paris : Flammarion.
- Mattina, C. (2011). The transformations of the contemporary mafia: a perspective review of the literature on mafia phenomena in the context of the internationalisation of the capitalist economy. *International Social Sciences Journal*, 62, 227-243.
- McCoy, A. (1999). *Marseille sur héroïne. Les beaux jours de la French Connection (1945-1975)*. Paris : L'Esprit frappeur.
- Montel, L. (2007). Le port illicite. Les espaces portuaires marseillais face au crime organisé (début du XIX^e siècle - fin des années 1930). In M. Kokoreff, M. Peraldi et M. Weinberger (dir.), *Économies criminelles et mondes urbains* (pp. 187-200). Paris : Presses Universitaires de France.
- Montel, L. (2010). Crime organisé et politique en France, aperçu historique. *Pouvoirs*, n°132, 17-27.

- Monzini, P. (1999). *Gruppi criminali a Napoli e a Marsiglia. La delinquenza organizzata nella storia di due città (1820-1900)*. Rome : Donzelli.
- Nicolai, B. (1991). *Simon Sabiani, un chef à Marseille*. Paris : Orban.
- Peraldi, M. & Samson, M. (2005). *Gouverner Marseille. Enquête sur les mondes politiques marseillais*. Paris : La Découverte.
- Saccomanno, E. (1968). *Bandits à Marseille*. Paris : Juillard.
- Sales, I. (2006). *Le strade della violenza. Malviventi e bande di camorra a Napoli*. Naples : L'Ancora del Mediterraneo.
- Sarazin, J. (1977). *Dossier M comme Milieu*. Paris : Alain Moreau.
- Sciarrone, R. (1998). *Mafie vecchie, mafie nuove. Radicamento ed espansione*. Rome : Donzelli.
- Unger, G. (2011). *Gaston Defferre*. Paris : Fayard.

Faire Savoirs

Sciences humaines et sociales en région PACA



Délinquance, criminalité et banditisme dans la région marseillaise

Coordination : **Laurent Mucchielli**

étude

Jean Lagane

*Entre éthiques de conviction et
de responsabilité...*

*Le cas d'une épicerie paysanne
solidaire à Marseille*